

CAP FINISTÈRE

PENN AR BED



Dispensé de timbrage BREST CTC

Comprendre le message des électeurs

Au lendemain du second tour des élections cantonales et municipales, Louis Le Pensec, commentant les résultats avec Jean-Jacques Urvoas, citait cette phrase prononcée par François Mitterrand lors d'un conseil des ministres : "C'est étonnant comme on est triste les soirs d'élections, surtout lorsqu'on a gagné".

Tout le paradoxe de l'état d'esprit des socialistes du Finistère, rassemblés le 28 mars en Conseil fédéral, est résumé dans cette formule.

Car la gauche a remporté les élections des 9 et 16 mars, mais quelques défaites, importantes, ont pu donner l'impression que la droite les avait gagnées. Il n'en est pourtant rien. Si on s'en tient aux municipales, la gauche ne compte qu'une ville de 9 000 habitants de moins

qu'en 2001 et, pour celles de plus de 3 500 habitants, le rapport de force reste identique entre la droite et la gauche. "56 % des Finistériens ont un maire de gauche", a souligné Jean-Jacques Urvoas.

Pour les élections cantonales, la victoire de la gauche, et particulièrement du Parti Socialiste, est encore plus éclatante. "Au premier tour, les candidats socialistes rassemblaient 38 % des suffrages en moyenne, soit 8 % de mieux qu'en 2001. Il s'agit du meilleur résultat depuis la création de la V^e République", a noté le premier secrétaire fédéral. Au second tour, 50,25 % des électeurs accordaient leur confiance aux candidats socialistes.

Jean-Jacques Urvoas et Pierre Maille se sont félicités que, une fois de plus, les candidats du PS furent les seuls à mener une véritable campagne départementale pour les élections cantonales. Cela s'est traduit par la diffusion du

SUITE PAGE 2



Hôpital : tous mobilisés !

10 000 personnes, venues de tout le Centre Ouest Bretagne (COB), ont manifesté dans les rues de Carhaix, le 29 mars, pour défendre l'hôpital de la ville. "Une véritable marée humaine", selon l'expression de Richard Ferrand, conseiller général du canton.

Une telle mobilisation dans une commune de 7 800 habitants doit impérativement retenir l'attention des pouvoirs publics.

Les manifestants répondaient ainsi à l'appel du comité de défense et de développement de l'hôpital de Carhaix présidé par le cardiologue Jean-Yvon Roudaut. Ce comité s'est mis en place pour contrecarrer l'agence régionale d'hospitalisation (ARH) qui, parce que l'hôpital de Carhaix enregistre un déficit d'un million d'euros, envi-

sage de fermer les services de chirurgie et de maternité et de transformer l'établissement de Carhaix en centre de gériatrie.

Pourtant, les défenseurs de l'hôpital public ont bien des arguments à opposer à la logique strictement comptable de l'ARH pour défendre cet hôpital de 172 lits dans lequel travaillent 600 personnes.



Richard Ferrand

D'abord, le déficit. Pour la CFDT, il s'explique pour moitié par le recours à des médecins temporaires. "En outre, on ne peut pas accepter cet argument lorsque l'on sait que la quasi-totalité des établissements bretons sont en déficit", rajoute Richard Ferrand, "le

SUITE PAGE 2

EN CLAIR !

Reprise en main.

Ça tanguait à l'UMP après les résultats des élections du mois de mars, ça soupirait dans les fédérations, ça critiquait dans les départements et les villes. Nombreux étaient les élus de droite à se plaindre – même plus à mots couverts – de la politique gouvernementale mais surtout des comportements présidentiels jugés trop souvent indignes. Ils voyaient même en ces derniers, les battus UMP, les principales raisons de leurs échecs. Mais Sarkozy ne goûte guère la critique, encore moins la contestation. Son pouvoir il le veut entier, maîtrisé et surtout sans partage. Alors, il nomme un fidèle homme de main, Xavier Bertrand, promu soudain secrétaire adjoint du mouvement, pour faire taire l'amorce de rébellion. Significatif d'une conception brutale aux antipodes des pratiques démocratiques.

Comprendre le message des électeurs (suite)

Les sections doivent maintenant analyser le message adressé par les électeurs, que nous ayons gagné ou perdu

... manifeste de la majorité départementale mais aussi par le soutien actif du Président du Conseil général et des parlementaires socialistes auprès des candidats.

Ce succès ne doit pas occulter les défaites, parfois retentissantes. Pour Jean-Jacques Urvoas, elles se classent en deux catégories. D'un côté, les communes dans lesquelles la gauche est majoritaire, mais s'est présentée divisée devant les électeurs. C'est notamment le cas à Morlaix, Quimperlé, Landerneau, Ergué-Gabéric ou Concarneau. "Nous devons nous demander pourquoi les divisions, déjà présentes en 2001, n'ont pas pu être surmontées et nous interroger sur la manière dont nous



L'intercommunalité a été instrumentalisée pour faire peur

devons nous comporter lorsque les autres listes de gauche ne veulent pas nouer d'alliances", a estimé Jean-Jacques Urvoas.

D'un autre côté, on constate que la gauche, unie, est tout de même battue, comme ce fut le cas à Douarnenez, Guilers, Gouesnou ou Châteaulin. "Là, nous devons nous demander si nous avons été assez présents, si nous avons suffisamment préparé les élections, si nous ne nous sommes pas trop reposés sur notre bilan".

Le Parti Socialiste doit, dans les semaines qui viennent, procéder à ces évaluations. "Mais il faudrait que des militants extérieurs aux communes concernées s'impliquent dans la réflexion des sections de manière à apporter un regard neuf", a proposé Tino Kerdraon. "Le rôle des adhérents est en effet essentiel", a renchérit Marc Coatanéa, secrétaire fédéral aux sections, "car, là où les sections débattent, échangent avec les élus, on constate que des dynamiques se créent".

Quelques pistes de réflexions ont été avancées à l'occasion de ce Conseil

fédéral. "Toutes les communes de taille moyenne, centre d'un bassin de vie, à l'exception de Carhaix, ont changé de maire", a rappelé Jean-Jacques Urvoas qui y voit les conséquences de la concentration économique. "C'est dans ces communes que les services publics sont le plus attaqués", a souligné Nicolas Morvan.

L'intercommunalité n'a-t-elle pas joué un rôle néfaste pour les candidats socialistes ? Quel paradoxe pour ceux qui en sont les principaux défenseurs ! "Les listes de droite ont tenté de faire peur en accusant BMO de tous les maux", a rapporté Florent Gayte. "Tout ce qui va dans le bon sens, c'est grâce au maire, tout ce qui va mal, c'est à cause de la communauté urbaine", a résumé François Cuillandre.

Alors que les structures intercommunales fonctionnent au consensus, certains électeurs sont tentés de se demander pourquoi voter pour tel candidat ou pour tel autre puisque, de toute façon, ils s'entendront à la communauté de communes ou à la communauté d'agglomération. "Nous devons en tenir compte et, sans doute la prochaine fois, annoncer, dès le début de la campagne, qui seront nos candidats pour les présidences des structures intercommunales", a proposé Marylise Lebranchu.

Enfin, le mode de scrutin dans les communes de moins de 3 500 habitants a une nouvelle fois été dénoncé. "Les citoyens ne sont pas égaux devant leurs bulletins de vote", a déploré Jean-Claude Lessard. Les isolements se transforment en effet trop souvent en défouloirs dans ces communes. Des listes qui recueillent 30 voire 35 % des voix en moyenne peuvent n'avoir aucun élu. "Ce sont trop souvent les maires sortants qui font les frais de ce mode de scrutin", a approuvé François Cuillandre pour lequel le PS devra faire preuve de courage politique.



Les nouveaux élus de Clohars-Carnoët

Hôpital (suite)



"Une véritable marée humaine"

... CHU de Nantes est-il menacé en raison de ses 30 millions de déficit ?

Ensuite, les conditions d'accueil des patients sont excellentes. Le bloc opératoire répond à toutes les normes et, depuis 2003, l'hôpital de Carhaix est équipé d'un scanner.

La suppression des services dans la capitale du Poher obligerait la population de ce bassin de vie à se rendre à Morlaix, Brest ou Quimper. "On en arrive, au nom de la sécurité des patients qui ne serait pas optimale dans les petits hôpitaux, à mettre en danger la vie des malades en les empêchant de trouver près de chez eux des centres de soins", s'indignait déjà, au mois de janvier, Bruno Jardin, secrétaire régional de l'Union santé CGT.

Carhaix doit garder son hôpital !

"Dans un hôpital de proximité comme le nôtre, à distance des autres plateaux techniques d'au moins 45 minutes, il est absolument impératif d'avoir de tels services. Ceci est d'autant plus

nécessaire que le centre hospitalier de Carhaix est la seule structure de santé dans le territoire du Centre Ouest breton".

La demande des élus et des citoyens du Centre Ouest Bretagne est simple : l'instauration d'un moratoire de manière à ce que l'hôpital de Carhaix puisse présenter des propositions de réforme et démontrer sa viabilité.

La présence du député UMP de la circonscription dans les rues de Carhaix a pu étonner plus d'un manifestant. "C'est tout de même la majorité à laquelle il appartient qui tente de fermer tous les petits hôpitaux", souligne Richard Ferrand. Pour le conseiller général socialiste, les Carhaisiens et tous les habitants du Centre Ouest Bretagne regarderont avec attention comment le député UMP votera le prochain budget de la santé. "Car il est trop facile de se faire le défenseur des services publics dans le Finistère et de les casser au Palais-Bourbon".

Congrès de Toulouse : le calendrier

Le prochain congrès du Parti Socialiste se déroulera les 7, 8 et 9 novembre prochains, selon toute vraisemblance à Toulouse.

Le Conseil national, qui s'est tenu le 25 mars, a adopté à la quasi-unanimité le calendrier proposé par le premier secrétaire, François Hollande.

A partir du 15 juin, les contributions générales et thématiques pourront être déposées. Le Conseil national du 1^{er} juillet les enregistrera. Elles parviendront aux adhérents le 7 juillet. Ceux-ci pourront les étudier durant tout l'été. Ces textes, qui doivent être signés par un membre du Conseil national, ont pour but d'alimenter le débat au sein du parti, de mettre en évidence les points de convergences et de divergences. Ils ne sont pas sanctionnés par un vote contrairement aux motions.

C'est au Conseil national de synthèse, qui se tiendra le 13 septembre, qu'elles seront officiellement enregistrées. Le débat se déroulera jusqu'au 23 octobre, date du vote



Au congrès, les adhérents déterminent l'orientation du parti pour 3 ans

en section. Seuls les adhérents à jour de leur cotisation et ayant pris leur carte avant le 31 mars 2008 pourront y participer.

Les congrès fédéraux se tiendront les 24, 25 ou 26 octobre. "Celui du Finistère se déroulera à Morlaix le 25 octobre", a annoncé Jean-Jacques Urvoas, le 28 mars, à l'occasion du Conseil fédéral.

Les délégués des fédérations se retrouveront dans la ville rose deux semaines plus tard pour le congrès national. Enfin, dernière étape de ce processus démocratique, les adhérents revoteront le 13 novembre, dans leurs sections, pour désigner le premier secrétaire national, le premier secrétaire fédéral et le secrétaire de section.

LIBREMENT DIT... LIBREMENT DIT... LIBREMENT DIT... LIBREMENT



Université : les étudiants sous-représentés

Avec Florian Verdenal

Les représentants étudiants sont sous-représentés dans les instances universitaires, depuis l'entrée en vigueur de la loi LRU (Libertés et Responsabilités des Universités), déplore Florian Verdenal, président de l'UNEF (Union Nationale des Etudiants de France) à l'UBO.

Cap Finistère : Quel bilan tires-tu des élections du 26 mars au Conseil d'administration de l'UBO ?

Florian Verdenal : 3 élus pour la FAGE (corpos), 1 pour l'UNEF et 1 pour Sud, nous ne pouvons pas être satisfaits du résultat final. Cependant, si l'on regarde de plus près, on constate que nous sommes majoritaires en Lettres, que nous talonnons la FAGE en Sciences et en Droit, mais que les étudiants de Méde-

cine se sont exceptionnellement mobilisés pour la FAGE. Non seulement la nouvelle loi LRU réduit l'influence des étudiants au conseil d'administration des universités (5 représentants aujourd'hui contre 15 auparavant) mais, en plus, elle accorde une prime majoritaire à la liste qui arrive en tête. Notre représentation n'est donc pas à la hauteur de notre influence.

Cap Finistère : L'UNEF était à l'origine du mouvement contre la loi LRU. Que pensez-vous de cette loi ?

Florian Verdenal : A l'UNEF, nous voulons aller de l'avant. Nous nous sommes mobilisés contre le premier projet de loi LRU et nous avons obtenu un certain nombre de garanties de la part de la Ministre et des engagements chiffrés en particulier pour le logement étudiant. Maintenant, nos élus, en coopération avec ceux de Sud, vont porter nos revendications dans les instances universi-

taires. Pour nous, les prérogatives des présidents sont trop importantes, les étudiants sont sous-représentés et les personnalités extérieures, issues du monde économique, jouent un rôle trop important dans le CA. Mais cela ne nous empêchera pas de défendre la compensation annuelle des notes ou la gratuité du tutorat pour tous, en particulier en Médecine.

Cap Finistère : Les conseils centraux jouent un rôle important mais ils ne décident pas tout.

Florian Verdenal : C'est exact. Les CROUS (Centre régionaux des Œuvres universitaires et sociales) interviennent aussi dans la vie quotidienne des étudiants, les restaurants ou les cités universitaires. Il y a deux ans, la FAGE avait profité du mouvement contre le CPE : pendant que l'UNEF se battait contre ce projet, elle menait campagne et remportait les élections. Mais, maintenant, l'UNEF remporte presque toutes les élections des CROUS. Les étudiants ont pu mesurer l'inefficacité des élus de la FAGE dans ces instances.

Rendez-vous

28 avril

A 18 h 30 : Bureau fédéral, au siège de la fédération à Quimper, 26 B, rue Aristide-Briand.

30 avril

A 18 h 30 : Conseil fédéral, au local du Parti Socialiste à Brest, 13, rue de Portzmoguer.

Portes ouvertes rue de Portzmoguer

Le comité de ville de Brest organise, le 5 avril, de 10 heures à 16 heures, une opération portes ouvertes dans ses locaux de la rue de Portzmoguer.

Pierre Maille largement désigné

Au lendemain des élections cantonales, les adhérents de la fédération étaient appelés à désigner le candidat socialiste au poste de Président du Conseil général. Pierre Maille était le seul candidat.

48 sections se sont réunies. 920 adhérents ont participé à ce vote. Pierre Maille a recueilli 98 % des suffrages exprimés et 55 % des inscrits.

Désignation des candidats socialistes aux présidences des EPCI

Les candidats socialistes aux présidences des structures intercommunales doivent être désignés par les adhérents du PS. La circulaire n°1359 précise que les candidats doivent déposer une profession de foi et que

les votes se dérouleront le même jour dans les sections concernées.

Élections sénatoriales

Le Conseil fédéral du 28 mars a adopté, à l'unanimité, le calendrier de désignation des candidats aux élections sénatoriales : du 11 au 18 avril, appel à candidatures. 28 avril, élaboration d'une liste par le Bureau fédéral. 30 avril, vote du Conseil fédéral sur cette proposition de liste. 13 mai, vote de tous les adhérents dans les sections.

Les élections sénatoriales se dérouleront le 30 septembre.

Annonces légales & judiciaires

AVIS DE CONSTITUTION

Avis est donné de la constitution d'une Société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société à Responsabilité Limitée.

Dénomination : BREIZH ÉQUIPEMENT TRAVAUX PUBLICS.

Siège social : Kervidanou 1 - 17, rue Jacqueline-Auriol - 29300 QUIMPERLÉ.

Objet : La société a pour objet, en France et à l'étranger, la location et la location-bail de matériel pour la construction et les travaux publics. La réalisation de tous réseaux en rapport avec l'électricité, le gaz, l'eau, la téléphonie, etc.

Durée : 99 ans.

Capital : 8 000 €.

Gérance : Rémi MILLOUR - Mespiollet - 29170 FOUESNANT.

Immatriculation au RCS de QUIMPER. Pour avis.

SOCIÉTÉ ÉTUDES RÉALISATIONS INDUSTRIELLES ET SCIENTIFIQUES En abrégé "S.E.R.I.S."

Société Unipersonnelle à Responsabilité Limitée en liquidation au capital de 20 000 €
Siège de liquidation : Kerhallet
29280 LOCMARIA-PLOUZANÉ
R.C.S. BREST 393 175 146

CLOTURE DE LIQUIDATION

Suivant décisions en date du 14 mars 2008, l'Associé Unique a approuvé les comptes de liquidation établis par ses soins, et prononcé la clôture de liquidation au 30 novembre 2007.

Les pièces seront déposées au Registre du Commerce et des Sociétés de BREST.

Pour avis :
Le Liquidateur.

Michel PETERS - Avocat
20, quai Commandant-Malbert
29200 BREST
Tél. 02 98 80 02 64 - Fax 02 98 43 18 46
Courriel : michel.peters@juriprosem.com

EURADIS
Société Anonyme au capital de 38 112,25 €
Siège social : Zone de Bel Air
29800 LANDERNEAU
419 399 399 RCS BREST

Aux termes d'une délibération en date du 28 février 2008, l'Assemblée Générale Extraordinaire a nommé :

- La Société BLS AUDIT ET CONSEILS, 190, rue Ernest-Hemingway, immeuble Kerviou, CS 21861, 29218 BREST Cedex 2, en qualité de Commissaire aux comptes titulaire, en remplacement de Monsieur Paul SOUBIGOU ;

- Monsieur Paul GUILLOU, 143, avenue de Kéradennec, 29000 QUIMPER, en qualité de Commissaire aux comptes suppléant, en remplacement de Monsieur Marc CELLERIER ;

pour une période de six exercices, soit jusqu'à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Pour avis :
Le Conseil d'Administration.

CONTRAT DE MANDAT

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à Brest du 10 mars 2008, la Société MICHEL BAUD ASSURANCES, SARL au capital de 8 000 €, ayant son siège social à LANDERNEAU (29800), 18, rue de Brest, immatriculée sous le n° 499 813 426 R.C.S. BREST, et représentée par Monsieur Michel BAUD, a donné mandat à la Société STER, SARL au capital de 5 000 €, ayant son siège social à BREST (29200), 23, rue Branda, en cours d'immatriculation auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de BREST, et représentée par Estelle BODILIS, afin de rechercher, en qualité de mandataire non salarié, les risques assurables en vue de la souscription éventuelle de polices pour le compte de l'agent général, et ce pour une durée indéterminée réversible par l'une des parties avec un préavis de un mois.

Pour avis

TER : la Région montre la voie

Depuis la victoire de la gauche en 2004, la Région investit dans le rail. Cette politique porte ses fruits puisque, depuis 5 ans, le trafic TER en Bretagne a augmenté de 34 %. Investissements dans les gares et les trains, nouvelle gamme de tarifs plus solidaires, tout est fait pour encourager l'usage du TER. La portion du réseau la plus fréquentée reste Brest-Landerneau (397 000 voyages en 2006).

Une voiture met 25 minutes pour parcourir ces 26 kilomètres. En TER, un quart d'heure suffit.

Le coût de ce voyage quotidien est de 5 200 euros en moyenne par an en voiture et de 451 euros en empruntant le rail.

Le coût carbone est de 3 380 kg de CO₂ avec une voiture et de 390 kg en TER.

Le parcours Quimperlé-Lorient donne à peu près les mêmes résultats.

Disparition

Nous avons appris avec tristesse le décès de Jo Boucheur, trésorier de la section de Gouesnou.

Nous adressons à sa famille et à ses proches nos plus sincères condoléances.

S'abonner :

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement Réabonnement

Abonnement pour 1 an : 15 €
Abonnement de soutien :
à partir de 20 €

Chèque à l'ordre de :
Fédération du Finistère
du Parti Socialiste.

Cap Finistère - Le Breton Socialiste

26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél : 02 98 53 20 22 - Fax : 02 98 53 12 20

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Alain QUEFFLEC

RÉDACTEUR EN CHEF
Jean-Yves CABON - Tél. 02 98 43 44 39

Impression : Presses Associatives du Finistère
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST
Tél : 02 98 43 11 44 - Fax : 02 98 43 64 03
CPPAP 1207 P 11428